



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 29 juin 2012
Numéro 123

Médiarama, www.alintiqad.com

L'événement

Syrie: le fossé reste profond entre l'Occident et la Russie

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Saïda otage de l'erreur, et la route de la Résistance est sauvegardée

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Deux explosions au cœur de Damas et renforts turcs. Annan propose un gouvernement transitoire d'union nationale

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Assad: pas de solution externe

Al Balad (Quotidien libanais indépendant)

Sleiman aux chefs des services de sécurité: à vous d'agir!

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Syrie: les violences font rage sur fond de blocage russe

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Clinton et Lavrov se rencontrent pour trouver un accord et Assad rejette toute solution non syrienne

Al Quds al Arabi (Edité à Londres)

La victoire de Morsi à la présidentielle fait tomber la solution sécuritaire contre les islamistes en Jordanie

Avant même la réunion internationale de Genève, convoquée par les Nations unies, demain samedi, les espoirs d'un accord entre la Russie et l'Occident se sont amenuisés, chaque partie campant sur ses positions. Les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne ont menacé de ne pas se rendre à la réunion si le projet de gouvernement de transition qui exclut certains responsables du régime, proposé par l'émissaire Kofi Annan, n'est pas adopté. La Russie a réagi avec froideur vis-à-vis de ce plan, rappelant que le sort du président Assad doit être tranché par le peuple syrien. Le président Assad, quant à lui, a d'emblée rejeté «tout modèle de solution non syrien».

«La Russie ne peut soutenir et ne soutiendra pas une quelconque recette imposée de l'extérieur», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Selon lui, le but de la conférence de Genève devrait être de «favoriser le dialogue et non de préjuger des résultats de ce dialogue entre Syriens. Il n'y a pas de projet approuvé pour la conférence de Genève, les travaux sur un possible document final se poursuivent», a-t-il ajouté.

Une réunion qualifiée de cruciale doit avoir lieu ce vendredi entre M. Lavrov et son homologue américain Hillary Clinton, qui a exprimé son soutien au plan de Kofi Annan, estimant qu'il excluait le président Assad de tout règlement. Le sort de M. Assad «doit être décidé dans le cadre d'un dialogue syrien par le peuple syrien. Les acteurs extérieurs ne doivent pas dicter leurs recettes aux Syriens, mais ils doivent avant tout exercer une influence sur toutes les parties en Syrie afin de mettre fin aux violences», a précisé M. Lavrov. Le ministre a par ailleurs regretté l'absence à Genève de l'Iran, «qui est un acteur influent dans cette situation». «Je pense que le fait de tenir ce pays à l'écart est une erreur. La partie américaine est catégoriquement opposée à la participation de l'Iran. C'est un exemple de deux poids, deux mesures», a-t-il estimé.

Le ministre a en outre exclu toute intervention militaire occidentale en Syrie. «Je ne pense pas que tel ou tel membre de l'Alliance soit prêt à répéter l'aventure libyenne. Nous affirmons publiquement qu'une intervention armée en Syrie pourrait tourner à la catastrophe», a dit. M. Lavrov.

Et pour bien marquer le soutien de la Russie au président Assad, Alexandre Fomine, responsable du Service fédéral russe de coopération militaire, a réitéré la détermination de Moscou à poursuivre ses livraisons d'armes à Damas. «La Syrie est notre amie et nous remplissons tous nos engagements à l'égard de nos amis», a déclaré.

Dans le même temps, le président Bachar al-Assad a durci ses positions. Dans une interview à la télévision d'Etat iranienne, il a déclaré qu'«il est du devoir du gouvernement de protéger tous (ses) citoyens. Nous devons éradiquer le terrorisme. Celui qui tue un terroriste peut sauver des dizaines, des centaines, voire des milliers de vies», a-t-il dit. M. Assad a par ailleurs rejeté d'avance toute décision sur la Syrie imposée de l'étranger. «Aucun modèle qui ne serait pas syrien n'est acceptable, qu'il soit proposé par des grandes puissances ou par des pays amis. Nous sommes les seuls à savoir comment résoudre les problèmes syriens», a-t-il souligné.

Al Akhbar

Jean Aziz, journaliste libanais proche de la majorité

Si le Grand Liban a créé des lignes de démarcation entre Basta et Gemmayzé, le petit Liban les créera certainement entre les chrétiens eux-mêmes.

Quelques années seulement se sont écoulées après 1984 (les intifada au sein des Forces libanaises, ndlr) pour que cette vérité se confirme. Pour simplifier, il ne peut y avoir de «présence» chrétienne sans chrétiens. Mais il est tout aussi vrai qu'il ne peut y avoir de message chrétien sans sunnites, chiites et druzes. Aussi, ne peut-il y avoir de présence chrétienne sans ce partenariat basé sur un pacte équilibré et équitable.

Qui parmi les chrétiens, aujourd'hui, réfléchit de cette manière?

En premier lieu, il y a, bien entendu, le patriarche maronite Mgr Béchara Raï. Ce qu'il a réalisé depuis un an et demi qu'il a été élu (une élection qui a coïncidé avec les événements dans le monde arabe) n'est pas un simple détail. Il a compris qu'il devait être un pont qui relie et non pas un obstacle qui sépare. Qu'il doit dialoguer et non pas manœuvrer. Ce que les gens ne savent pas, c'est que depuis de longs mois, le patriarcat maronite connaît un dialogue assidu et profond avec le Hezbollah. Un évêque et un laïque en sont chargés. Ils tiennent des réunions régulières, font des navettes, posent des questions et en reçoivent. De longs procès verbaux sont rédigés, en deux copies, sont envoyés au haut de la pyramide pour être approuvés, avant que le dialogue ne se poursuive. Toutes les questions sont abordées: le Liban, les armes, l'État civil, la Wilawat al-Faqih, l'administration, la terre et le ciel.

L'autre personne qui réalise l'importance de cette vision vient du 14-Mars: l'ancien président Amine Gemayel. Le chef du parti Kataëb a des positions différentes de ses compagnons du 14-Mars sur deux questions: la relation avec Bkerké et les rapports avec la banlieue sud. Il y a un pari que par sa position sage, il pourra influencer certaines têtes brûlées dans son propre camp. Il reste, enfin, Michel Aoun, cet éternel révolutionnaire, qui réalise ces jours-ci l'importance du dialogue. Certains affirment même qu'il ne l'a pas totalement rompu avec le camp Hariri. Il reconnaît qu'il y a, parmi eux, «un jeune» avec qui il est possible de discuter.

Les chrétiens ont-ils d'autres choix? Oui, celui de s'en aller, mais à titre individuel cette fois-ci. Car le mensonge de Dean Brown ne se répétera pas.

L'Orient-Le Jour

Scarlette Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Le coup de fil de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton au Premier ministre Nagib Mikati, il y a deux semaines, est passé plus ou moins inaperçu dans les médias libanais alors que sa teneur est de la plus haute importance. C'est en effet la première fois que le département d'État américain rejette aussi clairement la création d'une zone tampon au Nord du Liban et appuie la mission de l'armée libanaise dans le contrôle des frontières.

Les autorités ont vite compris le message: les Américains auraient donc mis un frein à leur volonté de faire chuter le régime syrien. Face au chaos qui règne dans la région et qui risque de devenir une menace pour la sécurité d'Israël, les Américains ne seraient plus si pressés de renverser le régime d'Assad avant d'avoir trouvé une relève crédible. La montée en puissance des Frères musulmans ainsi que des groupes salafistes est inquiétante pour les Américains et leurs alliés israéliens. Des sources diplomatiques ajoutent que les Américains auraient fait savoir qu'il serait, dans ce contexte, dangereux de laisser basculer la Syrie dans le giron des Frères musulmans et des salafistes, ce pays constituant un enjeu stratégique pour la région. Le mieux pour le moment serait donc soit d'obtenir le départ du président Bachar el-Assad, tout en maintenant en place le régime baasiste qui reste une garantie face à la montée des Frères musulmans, soit de laisser la situation syrienne pourrir, sans vainqueur ni vaincu.

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

“Il est quand même étonnant

que les responsables cherchent à contenter la rue et ceux qui tirent sur l'armée ou qui l'attaquent, au lieu que ce ne soient ces derniers qui essaient de contenter les dirigeants. Il incombe aux responsables d'être présents dans les moments difficiles, de plaider en faveur du droit et de dire les choses par leur nom. Il ne suffit pas d'élever la voix pour appeler à l'unité nationale. Il faut plutôt avoir le courage de témoigner en faveur du droit, du bien et de l'unité.

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

“Nous avons donné la chance

aux règlements pacifiques et positifs mais je vous assure que tout a une limite. Nous ne pouvons plus tolérer le laisser-aller au plan de la sécurité.

Cheikh Ahmad Al-Assir prédicateur salafiste

“Nabih Berry contrôle le

gouvernement et nous humilié depuis des années alors que Hassan Nasrallah nous a humiliés le 7 mai 2008 à l'aide de ses armes. Nous avons observé plusieurs mouvements de protestation dans le pays, mais sans bloquer des routes. Aujourd'hui, nous voulons adresser un message plus dur. Le sit-in est permanent et si nous n'avons pas le sentiment que des efforts sérieux sont déployés en vue de régler la question des armes, nous prendrons des mesures d'escalade. Ahmad el-Assir et ses frères sont parvenus à un stade où il ne leur est plus possible de rester écrasés. Le mouvement restera pacifique jusqu'à la mort, c'est-à-dire jusqu'au moment où quelqu'un viendra et nous agressera avec ses armes.

Raï appelle les Eglises d'Orient à l'union

«Les Eglises catholique et orthodoxe d'Antioche sont invitées à s'unir et unifier leur message», a déclaré le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, qui effectue une visite à Antioche. Le prélat a également mis l'accent sur la nécessité pour l'Eglise de s'organiser au Moyen-Orient qui est «secoué par ce qu'on appelle le printemps arabe». «Le temps est venu pour un printemps islamo-chrétien dans le monde arabe. Nous voulons reconstruire cette union qui rassemble tout l'Orient», a-t-il dit.

Liban: un grand potentiel touristique, selon HVS

La firme HVS a indiqué que le Liban disposait d'un potentiel pour devenir une destination touristique de premier choix au Moyen-Orient.

Selon une enquête, l'industrie hôtelière libanaise a affiché «une résilience remarquable», les taux d'occupation ayant enregistré d'importantes performances en dépit des événements survenus sur la scène locale et régionale. Cependant, l'industrie hôtelière demeure toujours dépendante des événements et de l'instabilité des pays voisins, a souligné HVS, les pays du Golfe constituant le cœur de cible du marché libanais et voyageant à la fois par transport aérien et terrestre.

Selon le rapport de HVS, le secteur a connu une baisse de son activité en termes d'occupation et de prix moyen des chambres. Le premier est passé de 66% en 2010 à 59% en 2011, tandis que le dernier est passé de 263 dollars à 220.

An Nahar

Emile Khoury, journaliste libanais proche du 14-Mars

La guerre froide entre les Etats-Unis et la Russie a-t-elle recommencé et la Syrie est-elle devenue une arène pour les affrontements des autres sur son sol, comme l'a été avant elle le Liban?

Les guerres du Liban ont duré 15 ans et aucun camp n'a été capable de remporter une victoire sur l'autre. Et lorsqu'une partie étrangère a tenté de trancher la bataille, elle a été confrontée à un autre acteur qui a revendiqué un rôle dans la solution. Ainsi, quand les Etats-Unis ont tenté, à l'époque de Ronald Reagan, de régler la crise libanaise indépendamment du problème du Moyen-Orient, l'Union soviétique les a affrontés. Il y a eu les attentats contre la force multinationale, qui a été contrainte de se retirer. L'Union soviétique a empêché le règlement de la crise libanaise afin qu'il ne soit pas le point de départ à une solution au problème du Moyen-Orient d'où il serait exclu. Et quand Washington a compris qu'il ne pouvait y avoir de solution au Liban sans la Syrie, il a conclu un deal avec Damas. La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir qui va sauver la Syrie de la guerre interne et la soustraire au bain de sang, après qu'il soit devenu clair que la solution militaire, prônée par le régime, est impossible, de même que le règlement politique, notamment le plan en six points de Kofi Annan?

En fait, la solution serait une intervention militaire, mais celle-ci ne peut pas voir le jour à cause du veto russe au Conseil de sécurité. Et l'Occident n'est pas disposé à entreprendre une opération militaire en dehors du cadre des Nations unies de crainte que toute la région ne s'embrase. La seule solution qui apparaît aujourd'hui est celle d'un arrangement russo-américain semblable à l'accord américano-syrien qui a mis un terme aux combats au Liban. Un tel accord est-il possible, et comment? Sans doute que la Russie n'est attachée ni à des hommes ni à des régimes. Son souci est de préserver ses intérêts, en Syrie en particulier, et dans la région en général. Lorsque le prix du maintien du président Assad devient élevé, même après la réforme de son régime, la Russie peut le lâcher. A condition qu'elle choisisse elle-même le régime qui va le remplacer. Elle n'a pas d'inconvénients à ce que le nouveau soit démocratique mais refuse qu'il soit religieux, surtout après la montée de l'islamisme dans de nombreux pays arabes, et dernièrement en Egypte.

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Joyce Karam, correspondante à Washington

Aki Bertz, expert des affaires de la sécurité nationale à l'Institut Third Way, a affirmé à Al-Hayat que les Etats-Unis «n'ont aucun intérêt à ce stade de trop provoquer la colère de la Russie dans le dossier syrien», ajoutant que «Washington sait que le Kremlin a de bonnes relations avec le régime syrien et des intérêts qu'il veut préserver dans ce pays».

Le chercheur attribue la volonté des Etats-Unis de maintenir de bonnes relations avec la Russie à la guerre d'Afghanistan. En effet, la plupart des corridors utilisés pour le ravitaillement passent par la Russie ou les anciennes Républiques d'Union soviétique, et ces passages sont devenus encore plus vitaux depuis que le Pakistan a interdit l'utilisation des corridors sur son territoire en décembre dernier.

Washington utilise les corridors russes pour faire parvenir des équipements à son armée. Et sa dépendance de ces passages va augmenter en prévision du retrait d'Afghanistan, prévu en 2014.

Dans ce contexte, l'option militaire en Syrie reste écartée par les Etats-Unis, même après les élections présidentielles. Bertz indique que la majorité des responsables américains de la défense, y compris le chef du CentCom, Martin Dumpsey, et des figures influentes au congrès, hésitent à mettre sur le tapis l'option militaire. Seuls le sénateur John McCain et, dans une moindre mesure, Joseph Lieberman, appellent à l'utilisation de la force dans la crise syrienne. Lors de l'émission de Charly Rose, l'ancien secrétaire d'Etat James Baker avait estimé que le nucléaire iranien est plus crucial pour Washington que le cas syrien. Aussi, faut-il éviter tout conflit avec la Russie sur la Syrie.